
SESSION ANNUELLE 2012 DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Revenir aux fondamentaux : relier politique et commerce

Genève, 15-16 novembre 2012

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Point 2

PC-WTO/2012/2-R.2
16 octobre 2012

LE COMMERCE, OUTIL DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE, DE LA CREATION D'EMPLOI ET DE LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Document de travail présenté par M. P. Rübiger (Parlement européen)

1. Depuis les années 1990, le commerce connaît une croissance très rapide, fruit de l'évolution technologique et de réformes structurelles. Ainsi, en 2011, le commerce mondial des marchandises représentait 14 000 milliards d'euros, soit plus de cinq fois le chiffre de 1990 (18 500 milliards de dollars E.-U. contre 3 500 milliards de dollars E.-U. en 1990). Avec la crise économique mondiale, ce rythme s'est ralenti depuis quelques années. Cependant, à l'exception de l'année 2009, la croissance du commerce reste positive et bien plus forte que celle de l'économie en général. Cela montre clairement que le commerce est un ressort efficace de la croissance économique. Or, le paysage actuel est dominé par l'enlisement des négociations multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce, alors même qu'il y a une multitude de négociations multilatérales et bilatérales. L'espoir subsiste cependant pour certains volets du Cycle de Doha, notamment en matière de facilitation du commerce, malgré la montée des mesures protectionnistes dans certains pays. Généralement, on semble oublier les avantages de l'ouverture au commerce et à l'investissement, comme si la libéralisation commerciale avait disparu des tablettes des décideurs.

2. Le commerce est l'un des principaux moteurs de la croissance, il crée des emplois et il atténue la pauvreté. Il est un élément indispensable de la stratégie politique visant à atteindre ces trois objectifs.

Commerce et croissance

3. L'histoire des 60 dernières années nous enseigne qu'aucun pays n'a connu de croissance forte et soutenue sans s'ouvrir franchement au commerce et aux investissements internationaux. Certaines réussites, comme celles de la Corée du Sud ou de Singapour, voire celle d'une grande puissance économique comme la Chine, où 400 millions de personnes ont été arrachées à la pauvreté (depuis la mise en place en 1978 de réformes de structure introduisant l'économie de marché), sont frappantes. Or, les stratégies économiques de ces pays sont fortement tributaires du commerce extérieur.

4. La libéralisation du commerce et de l'investissement influe positivement sur la croissance à maints égards. Le commerce permet aux pays de profiter de leur avantage comparatif. Les producteurs peuvent accéder à des marchés plus grands et produire à plus grande échelle. Ils sont aussi en mesure d'importer des biens et services moins chers et de trouver de nouvelles

sources de capitaux. En outre, les consommateurs peuvent acheter des biens et services plus diversifiés, souvent à des prix plus bas. Le commerce permet aussi le transfert des connaissances et des technologies mises au point partout dans le monde.

5. Une politique commerciale d'ouverture progressive a plus de chances de contribuer à la croissance économique que les politiques protectionnistes alternatives. Les économistes s'accordent sur le fait que le commerce et les niveaux de revenus et de productivité sont positivement et fortement corrélés, preuves à l'appui. L'OCDE a calculé qu'une hausse d'un point de pourcentage de la part du commerce dans le PIB se traduit par une augmentation de 0,9 à 3 pour cent des niveaux de revenu. En outre, le commerce a continué à alimenter fortement la croissance tout au long de la crise, même lorsque d'autres paramètres économiques étaient en recul.

6. La Commission de la croissance de la Banque mondiale distingue 13 "champions" au cours des 60 dernières années. Il s'agit des pays qui ont connu une croissance en termes réels de plus de 7 pour cent pendant au moins 25 ans. Rares, pour ne pas dire inexistantes, sont les pays qui ont connu une croissance et un développement durables en ayant refusé de s'ouvrir au commerce et à l'investissement.

7. La stabilité, la crédibilité des pouvoirs publics et la bonne gouvernance, l'épargne et la confiance dans les marchés sont non moins importants. Il est vrai que chaque pays a une trajectoire qui lui est propre pour parvenir à la croissance économique. Toutefois, la stratégie consistant à miser sur les exportations est apparue comme la plus efficace pour assurer développement et emploi.

8. La libéralisation du commerce doit être assortie du bon dosage de mesures d'accompagnement. L'éducation, l'investissement dans les infrastructures, des structures de gouvernance qui fonctionnent bien, et les initiatives encourageant le travail indépendant et soutenant les PME sont déterminants pour que la libéralisation des échanges ait des effets positifs. A cet égard, des salaires justes, le respect des droits de l'homme et la démocratie sont les considérations premières qui doivent guider les décideurs à tous les niveaux. Des améliorations sur tous ces points seraient utiles pour que les pays puissent bénéficier de toutes les retombées de l'intégration au système commercial et financier mondial. Cela aura en outre une incidence sur le type de croissance qui découle de l'intégration au système commercial international, en particulier sur le point de savoir si elle est socialement viable, et quels en sont les effets environnementaux.

9. L'aboutissement du Cycle de négociations de Doha sur le commerce dynamiserait l'économie mondiale. Toutes les pistes permettant d'en hâter la conclusion doivent être explorées. A cet égard, c'est la facilitation commerciale qui apportera probablement le plus de résultats concrets. Un succès dans ce domaine rendrait plus sûr l'accès aux marchés, par la négociation de règles encadrant les politiques. Le maintien d'un système commercial ouvert, tout en résistant aux tentations protectionnistes, est la condition du redressement mondial et de l'avènement d'un nouvel équilibre de l'offre et de la demande dans le monde. Et cela vaut encore plus pour les pays en développement dont beaucoup dépendent de leurs exportations pour financer les importations nécessaires à leur croissance : biens, services et technologies.

10. Etant donné que la croissance dépend fortement du commerce et que les droits de douane n'ont cessé de baisser dans le monde depuis la création du GATT, nous sommes confrontés désormais à un agenda commercial plus complexe : les négociations sur le commerce international tournent, de plus en plus, autour des règles non frontalières, et pas

seulement sur les droits à l'importation, comme c'est le cas pour la libéralisation des services. L'agenda international des politiques commerciales et d'investissement embrasse tous les domaines et c'est l'une des raisons pour lesquelles on sous-estime parfois l'importance du commerce pour la croissance, et pour lesquelles les négociations se révèlent si difficiles.

Commerce et emploi

11. La libéralisation de l'investissement et du commerce et l'innovation technologique ont mondialisé le marché de l'emploi. Globalement, la libéralisation du commerce a un effet positif sur l'emploi. Elle peut, toutefois, engendrer une restructuration complète du marché de l'emploi qui se traduit notamment par des glissements d'emplois de certains secteurs vers d'autres secteurs. La majorité des emplois étant créée par les PME, la poursuite de l'expansion et de l'internationalisation des PME est un processus critique qui doit être accompagné d'un ciblage de toutes les barrières douanières qui affectent spécifiquement les PME à l'international.

12. Par ailleurs, l'internationalisation des chaînes de production et l'intégration croissante des grandes économies disposant d'un excédent de main d'œuvre à bas salaire ont, dans une certaine mesure, accentué les préoccupations de l'opinion publique. Toutefois, les emplois des travailleurs affectés par l'ouverture du commerce ne sont pas entièrement perdus; souvent, ils sont seulement déplacés vers d'autres secteurs ou domaines d'activité. De fait, l'OCDE a observé dans ses pays membres un taux de renouvellement des emplois plus élevé que jamais entre 1990 et 2005. Le commerce y a contribué puissamment.

13. Le paysage économique actuel est marqué par une mobilité internationale croissante des biens et des capitaux, mais les travailleurs n'ont pas encore les mêmes possibilités de traverser les frontières. Il est plus que jamais nécessaire d'aider les travailleurs dont les emplois sont supprimés, par souci d'efficacité, d'équité et de maîtrise des dépenses publiques. Il faut donc des mécanismes de compensation permettant à ces travailleurs de réorienter leur carrière et de trouver plus facilement un autre emploi. Cela doit être fait en tenant compte des compétences et des besoins propres des personnes affectées. Ces travailleurs doivent être incités à trouver des emplois dans les secteurs porteurs plutôt que de rester dans des activités sur le déclin, ou au chômage.

14. Par ailleurs, aucune nation commerçante ne doit se livrer au dumping social par des violations du droit du travail. Le respect des normes internationales du travail et leur diffusion à travers le monde sont particulièrement importants pour que les règles du jeu soient les mêmes pour tous dans le commerce international. A cet égard, des solutions doivent être trouvées au sein du système multilatéral de l'Organisation internationale du Travail (OIT). En outre, un dialogue social efficace semble être l'outil nécessaire pour accompagner la transition des travailleurs vers de nouveaux emplois et atténuer les effets négatifs de la mondialisation des échanges.

15. Lorsque ces conditions seront remplies, l'ouverture des marchés pourra créer de réelles opportunités à l'échelle mondiale.

Commerce et réduction de la pauvreté

16. Le commerce a été un moteur de la croissance dans de nombreux pays, même si cela n'a pas toujours entraîné un recul immédiat de la pauvreté. Ses effets en la matière varient considérablement d'un pays à l'autre. Comme le montrent les travaux récents de l'OIT et de

l'OMC sur une mondialisation socialement viable, l'effet du commerce international sur les écarts de salaires et, partant, sur la pauvreté est « plutôt nuancé ». Plusieurs pays en développement ont connu dans les dernières décennies des inégalités plus fortes lorsqu'ils se sont ouverts au commerce international. Cela ne veut pas dire pour autant que le commerce est le seul responsable de cette évolution car de multiples facteurs entrent en jeu.

17. Des experts internationaux, dont la Banque mondiale, ont estimé au début du cycle de Doha qu'il pourrait arracher 100 millions de personnes à la pauvreté. Par conséquent, il ne dépend que de nous, en développant le commerce international, de contribuer de manière non négligeable à la réduction de la pauvreté dans le monde entier.

18. Soucieuse de renforcer la compétitivité des pays les moins avancés par une réduction des obstacles à leurs exportations, l'OMC a milité en faveur de l'initiative Aide pour le commerce. Le but en est de lever les contraintes pesant du côté de l'offre qui empêchent certains pays de bénéficier pleinement du système commercial multilatéral. En fonction du contexte propre à chaque pays, cela pourrait nécessiter un surcroît d'investissements en capital humain et en infrastructures rurales, ainsi que l'accès au crédit et à l'assistance technique afin de promouvoir la stabilité macroéconomique. Certains pays en développement plus compétitifs devraient avoir moins de mal à accepter un surcroît de libéralisation commerciale. Cette approche permettra également de générer une croissance plus inclusive, où les retombées du commerce international profitent plus largement aux régions rurales reculées ou, simplement, aux régions pauvres.

19. Mais il y a d'autres défis tels que la bonne gouvernance, les structures juridiques et administratives, et la modernisation des structures économiques, qui pourraient empêcher que les richesses créées par le commerce bénéficient équitablement à tous les secteurs économiques. Ainsi, dans nombre de pays à faibles revenus, le secteur informel représente une part importante de l'économie nationale et du commerce transfrontières. Les entreprises informelles qui ont beaucoup plus de mal à accéder aux financements, aux technologies et aux contrats, ne peuvent s'ouvrir à l'international ni être compétitives à ce niveau. L'absence d'un système fiscal et d'une collecte de l'impôt dignes de ce nom, résultant d'une mauvaise gouvernance et de la corruption, ajoute aux difficultés. Elle empêche le redéploiement dans l'économie des richesses ainsi créées.

Conclusion

20. Le commerce est indispensable à la croissance et à la création d'emplois, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté dans le monde. C'est la condition *sine qua non* pour que les pays sortent de la pauvreté tout en se mobilisant pour créer des emplois. C'est pourquoi il convient de promouvoir le commerce international à tous les niveaux : les accords multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux ne s'excluent pas les uns les autres, mais se complètent. Les actions entreprises par le biais de l'Organisation mondiale du commerce pour alimenter la croissance internationale et réduire la pauvreté et les inégalités sont plus que jamais nécessaires. Toutes les pistes permettant des améliorations doivent être explorées et inscrites à l'ordre du jour des négociations de l'OMC, à commencer par la facilitation du commerce qui peut rendre plus aisée l'intégration de tous au commerce international. Ainsi, les résultats concrets que produirait le Cycle de Doha, en particulier en ce qui concerne la facilitation des échanges, semblent être la réponse appropriée en ces temps de crise économique mondiale.